

S U J E T

Travail préparatoire (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

- ▶ 1. Exprimez en indices, base 100 en 1970, le nombre total des salariés et le nombre total des salariés syndiqués, en 1997. (document 1) (1 point)
- ▶ 2. Calculez la part des salariés syndiqués dans l'ensemble des salariés en 1970 et en 1997. (document 1) (1 point)
- ▶ 3. Comment les transformations du marché du travail peuvent-elles expliquer la diminution du nombre de jours de grève (connaissances en rapport avec le document 2)? (2 points)
- ▶ 4. En quoi les exemples de mouvements sociaux cités dans le document 3 sont-ils des « mobilisations atypiques »? (2 points)
- ▶ 5. Expliquez le passage souligné. (document 3) (2 points)
- ▶ 6. Quels sont les conflits traditionnels « portant sur la production et l'économie »? (document 4) (2 points)

Question de synthèse (10 points)

Vous décrirez puis vous expliquerez les transformations des conflits sociaux dans la société française contemporaine.

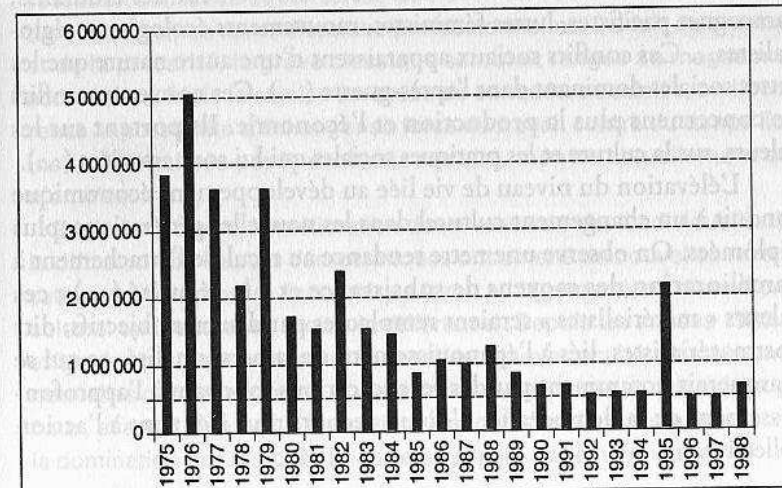
Document 1 La syndicalisation en France depuis 1949 (en milliers)

année	salariés	CGT	CFDT	CFTC	FO	FEN	CGC	Autres
1970	16 225	1 830	605	65	389	428	186	165
1980	18 057	1 320	672	102	471	520	216	180
1997	19 672	600	550	90	260	130	80	290

D'après Dominique Labbe, *Syndicats et syndiqués en France depuis 1945*, L'Harmattan, 1996 repris dans: Guy Groux, *Vers un renouveau du conflit social?* Bayard, 1998 (données actualisées pour 1997).

Document 2

Évolution du nombre de jours de grève,
hors fonction publique
(nombre de journées individuelles non travaillées)



Source: DARES.

Document 3

L'appellation générique de nouveaux mouvements sociaux apparaît comme floue au regard de la diversité des mobilisations atypiques: opération « escargot » de chauffeurs routiers (...), démission collective de sapeurs-pompiers pour protester contre la précarisation de leur profession, manifeste d'artistes contestant l'harmonisation culturelle (...), ou appelant la population à « l'insubordination civique » pour contester la politique migratoire de la France, organisation d'homosexuels militant pour l'obtention du statut légal et d'une plus grande reconnaissance sociale, grève de la faim des sans-papiers (...).

Plus profondément, il semble que ce soit la nature même du militantisme qui ait changé, évoluant vers des formes plus spontanées, en marge des partis et des formations politiques traditionnelles. Et si les mouvements sociaux ne visent plus explicitement à la transformation de la société globale, et se méfient des formes organisées de protestation, ils n'en demeurent pas moins extrêmement vivaces.

Martia Poirson, *Écoflash*, n° 152, novembre 2000.

Document 4

C'est à partir des années 1960 que se développent diverses luttes sociales : mouvement des Noirs aux USA, mouvement des étudiants, campagnes pacifistes, luttes féministes, mouvements écologistes, régionalistes... Ces conflits sociaux apparaissent d'une autre nature que les luttes sociales dominantes dans l'après-guerre (...). Ces nouveaux conflits ne concernent plus la production et l'économie. Ils portent sur les valeurs, sur la culture et les pratiques sociales qui lui sont associées (...).

L'élévation du niveau de vie liée au développement économique conduit à un changement culturel dans les nouvelles générations, plus diplômées. On observe une nette tendance au recul de l'attachement à l'amélioration des moyens de subsistance et à la sécurité (...); ces valeurs « matérialistes » seraient remplacées par d'autres objectifs, dits postmatérialistes, liés à l'épanouissement de la personnalité, ce qui se marquerait notamment par des revendications touchant à l'approfondissement de la démocratie, d'où un recours plus fréquent à l'action collective.

Claude Dargent, *Cahiers français*, n° 291, juin 1999,
La Documentation française.

► Question 2

Il s'agit de transformer des données brutes en indicateurs relatifs significatifs.

Si l'on somme les adhérents aux divers syndicats, on obtient 3 668 milliers de syndiqués en 1970 et 2 000 milliers en 1997. La part des syndiqués au sein des salariés est passée de 22,6 % en 1970 à 10,2 % en 1997, soit une division par plus de deux en 27 ans des taux de syndicalisation.

► Question 3

La question permet au candidat de mettre en valeur ses connaissances personnelles.

La baisse massive du nombre de jours de grève depuis 1975 trouve plusieurs explications. Traditionnellement les hommes, les ouvriers et les travailleurs industriels dans les grandes entreprises étaient les plus syndiqués et les plus mobilisés. Or structurellement, en 1998, la population active est moins industrielle, moins ouvrière, moins masculine, et à l'inverse plus tertiaire, plus souvent employée et plus féminine. De plus, les salariés sont moins nombreux dans des grandes entreprises et plus dans les petites entreprises. La base sociologique traditionnelle des syndicats a été laminée.

Depuis 1975, le chômage est devenu massif et la précarité s'est affirmée depuis les années 1980. Les chômeurs gardent rarement un lien avec leur ancien syndicat. Dans le secteur privé, les salariés craignent de perdre leur emploi ou de subir des discriminations, s'ils revendiquent ou sont affiliés à un syndicat. Dans ces conditions, la combativité des actifs occupés diminue. De plus, l'économie s'est plus ouverte sur l'étranger et la croissance économique a été ralentie par rapport aux Trente Glorieuses. De 1981 à 2002, les gouvernements qui ont occupé le pouvoir ont mené des politiques qui ont abouti, depuis 1983, à un partage de la valeur ajoutée plus favorable aux profits au détriment des salaires. Un sentiment de désespoir a pu naître de cette situation. L'impuissance des syndicats à lutter contre le chômage ou contre des décisions économiques internationales (« licenciements boursiers ») explique la baisse des jours de grève.

RÉPONSES AUX QUESTIONS DU TRAVAIL PRÉPARATOIRE

► Question 1

Il s'agit de transformer des données brutes en valeurs relatives.

Évolution relative du nombre de salariés et de syndiqués de 1970 à 1997

	1970	1997
Salariés	100	121,2
Syndiqués	100	54,5

Base 100 en 1970, l'indice du nombre de syndiqués est 54,5 en 1997 et celui du nombre de salariés est de 121,2.

► **Question 4**

La question invite le candidat à lier les informations tirées du document à ses connaissances personnelles.

Les revendications semblent « atypiques », donc inhabituelles car elles ne concernent pas le « mouvement ouvrier ». Hormis pour lutter contre

la précarisation, les groupes mobilisés ne sont pas composés à partir d'une base professionnelle, ils ne sont pas forcément défavorisés (sapeurs-pompiers), ils ne posent pas de revendications d'intérêts matériels personnels, mais plutôt à visée altruiste (défense des « sans »-papiers, -statut, -logement...). Le processus d'individualisation des comportements n'aboutit pas forcément à un repli sur la sphère privée, mais aussi à des revendications postmatérialistes (reconnaissance sociale, application réelle des principes d'égalité, de solidarité ou de démocratie, comme par exemple la non-discrimination vis-à-vis de minorités sexuelles).

Les modalités d'action sont aussi très variées et très différentes de la traditionnelle simple cessation du travail.

► **Question 5**

La question permet au candidat de montrer qu'il a compris le document et qu'il connaît l'histoire du mouvement ouvrier.

L'objectif de changement global de la société, à partir d'un hypothétique « grand soir » au lendemain duquel la société serait transformée de fond en comble, a laissé la place à des revendications soit ponctuelles, soit transversales : reconnaissance de droits de façon générale pour soi ou pour d'autres (accès à des « papiers », au logement). Ces revendications concernent parfois tout le monde, comme le respect de l'environnement, soit des groupes ou des aspects de la vie très précis (diversité culturelle, refus de la double peine...). Les revendications n'expriment plus la volonté de changement complet portée antérieurement par des partis ou syndicats dits « révolutionnaires » à partir d'une idéologie socialiste. Il ne s'agit plus de modifier totalement la structure de la société par une action globale de l'État contrôlant totalement l'économie.

► **Question 6**

La question permet au candidat de mettre en valeur ses connaissances personnelles.

Après la Seconde Guerre mondiale, dans un monde dominé par la pénurie et la recherche de sécurité matérielle, les luttes sociales principales concernent avant tout la répartition de la valeur ajoutée. Ces « conflits traditionnels » ont trait à « la production et l'économie », selon Cl. Dargent. Les solidarités se créent sur les lieux de travail et les syndicats, surtout « ouvriers » mènent les revendications pour améliorer le sort des travailleurs salariés en terme de rémunération directe (salaire net), de protection sociale (salaire indirect), de temps de travail et de conditions de travail d'un point de vue qualitatif (équipements de sécu-

rité, formation pour les postes dangereux). Depuis 1974, des conflits défensifs ont éclaté pour préserver l'emploi, limiter le nombre de licenciements ou améliorer le contenu des plans sociaux.

Mais les conflits relatifs à la répartition de la valeur ajoutée n'ont pas disparu ; on observe leur résurgence lorsque la croissance économique s'accélère ou lorsque des choix de société sont en jeu (conflits de 1995 et conflits récents à propos du financement des retraites).

Consignes de travail : (2h en groupes de 3 ou 4 élèves)

- 1) Lire les questions et les documents très attentivement (surligner).
- 2) Lire très attentivement les réponses du TP corrigé.
- 3) Complétez le plan en détaillant les sous-parties.
- 4) Couper-coller dans le corrigé du TP, les morceaux de réponse permettant de traiter la sous-partie.
 - I) On observe une diversification des conflits sociaux vers des enjeux transversaux... (= décrire les transformations)
 - II) ...en raison des transformations économiques et culturelles en France. (= expliquer les transformations)

Source du corrigé : Annabac 2004 S.E.S. Hatier, pp. 164-175.